

Communiqué de presse

Lausanne, le 14 juin 2013

Journée « Maltraitance envers les personnes âgées : C'est notre problème ! »

Quelle est la réalité de la maltraitance envers les aînés en Suisse romande ? C'est sur cette thématique d'actualité qu'ont débattu des professionnels et des cadres de la santé et du social, des représentants associatifs et des politiques, le 14 juin 2013 à l'Institut et Haute Ecole de la Santé La Source (ELS), à Lausanne. Cette journée était organisée par le département Ra&D de l'ELS et l'association Alter Ego (Association pour la prévention de la maltraitance envers les personnes âgées), à l'occasion de la journée mondiale de prévention de la maltraitance envers les personnes âgées. Ce colloque a ouvert le débat sur un sujet encore tabou, qui touche non seulement les personnes âgées hébergées en institution, mais également - et surtout - les aînés vivant à domicile.

Cette journée a fait l'état des lieux du phénomène et de sa prévention, en Suisse et au niveau international. Une table ronde a réuni des représentants du Conseil suisse des aînés, de l'association suisse des patients, de CURAVIVA (Association des homes et institutions sociales suisses), d'alter ego et d'Unabhängige Beschwerdestelle für das Alter (UBA). Elle a suscité le débat sur la priorité accordée à la problématique de la maltraitance envers les aînés dans les milieux professionnels, associatifs et politiques. Elle a également permis d'esquisser des pistes quant aux mesures à envisager pour améliorer la prévention.

Scandales et cas de maltraitements

Ces dernières années, la presse a relaté plusieurs scandales de maltraitance envers des aînés, le plus souvent dans le cadre d'institutions pour personnes âgées. Or, la plupart des situations de maltraitance sont moins spectaculaires, plus insidieuses, et restent dans l'ombre. Elles sont particulièrement taboues lorsqu'elles surviennent à domicile et sont le fait de l'entourage familial de personnes âgées vulnérables. Alors que la population suisse vieillit et que le nombre de personnes de plus de 65 ans risque d'atteindre la barre des 30% en 2060, il devient urgent de sensibiliser les acteurs du monde politique et associatif à ce phénomène encore peu reconnu. On estime en effet, selon l'OMS Région Europe, que près d'une personne de 65 ans sur cinq serait victime d'une forme ou l'autre de maltraitance. Cela représente pour la Suisse près de 300'000 personnes concernées ! Et ces chiffres ne constituent probablement que la pointe de l'iceberg, car la plupart des situations de maltraitance ne sont pas identifiées.

Expériences et représentations de la maltraitance

Une étude, réalisée en 2010-2011 par le Professeur Delphine Roulet Schwab de l'ELS - mandatée par Alter Ego et soutenue par la Fondation Leenaards – a démontré que les ¾ des responsables d'institutions (230 institutions sur les 6 cantons romands et 390 participants dont 328 occupant un poste à responsabilité hiérarchique) ont déjà été confrontés à une situation de maltraitance envers une personne âgée, que ce soit en contexte hospitalier, en établissement médico-social ou dans le cadre d'un service de soins à domicile. Plus de la moitié d'entre eux ont également déjà été confrontés à une situation impliquant du personnel de leur institution. Leur connaissance du contexte de la problématique (prévalence, facteurs de risque, etc.) indique que ces responsables ont été sensibilisés à la question. Ils ont dit toutefois se sentir peu outillés pour identifier, évaluer et gérer les situations de maltraitance, à risque ou avérées.

Actions à mettre en place face à la maltraitance

Cette journée a eu pour objectif de lancer le débat et de sensibiliser les acteurs du monde politique et associatif au phénomène de la maltraitance envers les personnes âgées. Elle a pointé la complexité et le caractère multidimensionnel de la maltraitance, en soulignant que son origine s'inscrit aussi bien dans le fonctionnement et les caractéristiques des individus, des institutions que de la société. Elle a ainsi rappelé que la maltraitance envers les aînés nous concerne tous en tant que citoyens et que nous portons une responsabilité collective envers ce phénomène. Finalement, en réunissant des acteurs d'horizons divers, elle a permis d'initier des synergies propices à un mouvement de mobilisation plus général.

Plus d'information :

Anne-Claire Huni, chargée de communication
Institut et Haute Ecole de la Santé La Source, av. Vinet 30, 1004 Lausanne
No bureau 021/641.38.10 ou no de portable 079/373.28.94
Mail : ac.huni@ecolelasource.ch
Site internet : www.ecolelasource.ch